

Édition des cahiers de doléances/cahiers citoyens 2018-2019 pour la Charente-Maritime

par Marie-Anne Chabin, 2024

Nancras

code INSEE : 17255

797 habitants

Communauté de communes : Cœur de Saintonge



Original aux Archives départementales de Charente-Maritime (4275W250) ; copie numérique aux Archives nationales.

Forme : Grand cahier (24 x 32 cm), marque Clairefontaine rouge, spirale, 100 pages (90 grammes) ; cahier paginé de 1 à 40.

Couverture AMF en couleur scotchée, ajout manuscrit du nom de la commune, tampon.

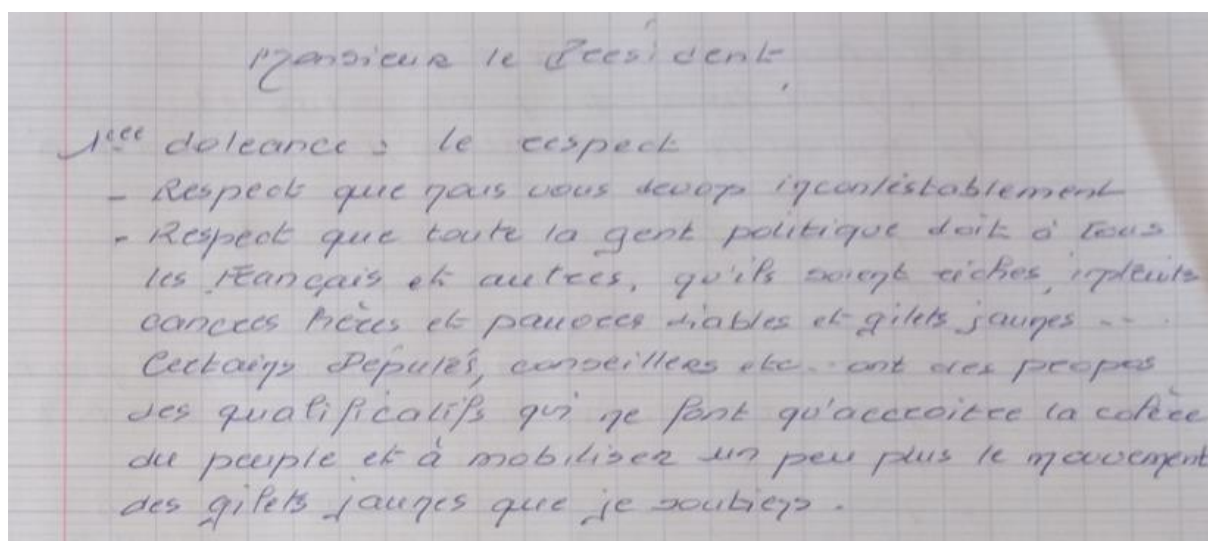
Titre : Cahier de doléances et de propositions.

Ouvert le 8 janvier 2019.

5 contributions.

Documents insérés dans l'original : lettre du ministre Lecornu, mail de l'association des maires de Charente-Maritime, mail de la préfecture.

Pour en savoir plus : <https://www.marieannechabin.fr/cahiers-de-doleances-2018-2019/>



Pourquoi un cahier de doléances ?

Pourquoi un cahier de doléances destiné aux communes rurales ?

Cela s'apparente tout d'abord à une démarche très spécifique à l'adresse des communes rurales. La « France d'en bas » ?

Pour recueillir l'ensemble des revendications des citoyens ? Elles ne seraient donc pas encore connues des dirigeants et des élus ?

Pour donner la parole aux citoyens et libre court à leur frustration ? Ce serait un moyen de calmer l'agitation du moment ?

Règles appliquées pour l'édition des contributions

Les contributions ont été numérotées de 1 à N. La forme (manuscrite ou dactylographiée) est indiquée, ainsi que le nombre de lignes sur le cahier original et le nombre de mots de la contribution. Il est précisé, quand l'information existe, si l'auteur est une femme, un homme ou un couple.

Les noms, prénoms, adresses et numéros de téléphone ne sont pas transcrits, en référence au Règlement européen pour la protection des données personnelles (RGPD). En revanche, les données relatives à l'âge et à la profession sont reprises quand elles existent. Si la contribution est datée, la date est indiquée. Si la contribution est signée, cela est indiqué également.

Afin de faciliter la lecture des contributions, l'orthographe a été corrigée mais la syntaxe a été respectée. L'usage des majuscules et de la ponctuation a été uniformisé. Le cas échéant, quelques ajouts ou commentaires apparaissent en italique entre [].

1. Dactylographié agrafé, 8 lignes, 60 mots (femme)

Rétablissement de l'augmentation des retraites en tenant compte de l'inflation.

Suppression de la CSG sur les retraites.

Suppression de la taxe d'habitation pour TOUS.

Rétablissement de l'ISF.

Lutte contre la fraude à la Sécurité sociale et à la CAF.

RIC.

Rendre le vote obligatoire.

Suppression de l'AME pour les étrangers qui n'ont pas cotisé 5 ans minimum sur le territoire.

Me [Nom]

08/01/2019

2. Dactylographié agrafé, 44 lignes, 548 mots (couple)

Augmentation des retraites de 25 % avec un minimum retraite de 1000 euros pour tous les Français, avec départ à la retraite à 60 ans.

Suppression de la CSG sur les retraites et le remboursement aux retraités depuis le début de leur retraite.

Augmentation du SMIC à 1600 euros nets.

Augmentation de l'aide à l'invalidité.

Diminution des taxes imposées par le gouvernement (gasoil, électricité, gaz, redevance audiovisuelle, alimentaire, etc.).

Diminution des charges salariales et patronales des entreprises françaises et taxer tout ce qui vient de l'étranger (pour relancer l'embauche en France).

Voir pour empêcher les entreprises françaises de quitter la France, surtout celles qui profitent des finances publiques (exemple : Citroën Aulnay-sous-Bois fermé et reconstruit au Maroc, etc.).

REMISE EN PLACE DE L'ISF

Diminuer les salaires de tous les membres du gouvernement de 30 %, supprimer les avantages non déclarés (notes de frais comme dans le privé).

Mettre l'impôt sur tous les revenus grosses fortunes, gouvernement, acteurs et autres vedettes qui profitent de l'argent français et partent à l'étranger pour ne pas payer d'impôt.

Diminution des avantages de certains élus (notes de frais comme dans le privé).

Combattre réellement la fraude fiscale de certains élus et grosses entreprises et récupération des 80 milliards d'euros abandonnés par l'État chaque année au CAC40.

Arrêt du financement des anciens membres du gouvernement qui ne sont plus au pouvoir.

Diminuer le nombre de sénateurs et députés (20 sénateurs et 100 députés).

Interdiction des lobbys et autres réseaux d'influences, exclusion définitive de la vie politique de tout élu ayant un casier judiciaire et mettre fin au cumul des mandats.

Donner au peuple le droit de vote des lois nationales par référendum d'initiative populaire, respecter le peuple, pas comme en 2005 pour le FREXIT pour la sortie de l'UE (50 milliards d'euros d'économie par an).

Prendre en compte les votes blancs et les abstentions (pas le quorum, revoter).

Retirer la prime de 2500 euros aux migrants qui sortent de notre pays et reviennent sous un autre nom, ainsi que la prime de 10 000 euros pour la réinsertion et la création de leur entreprise dans leur pays.

Revoir les sommes données aux migrants rentrant sur la France (Caisse d'allocations familiales, etc.).

Enlèvement des radars, caméras, limitation de vitesse (80 km/h sur route, 90/110 etc. sur autoroute) pour verbaliser qui n'est rien d'autre qu'une taxe déguisée ; pourquoi les ministres et autres ne respectent pas la vitesse sur route ou autoroute avec motards. Ils n'ont pas de retrait de point ou de permis.

Justice gratuite pour tous et accessible à tous.

Les médias : casser les monopoles et le copinage, rendre les médias accessibles aux citoyens et enlever les niches fiscales des journalistes (2 milliards par an).

Pourquoi les médias ne font pas voir quand les CRS frappent à coup de matraque à plusieurs des Gilets jaunes, ce qui les oblige à se défendre ?

Pourquoi le gouvernement envoie les forces de l'ordre pour encercler et frapper les Gilets jaunes sans armes ? Ils ont été fouillés 3 à 4 fois sur le parcours.

Pourquoi ils ne font rien dans la région parisienne (exemple : Aulnay-sous-Bois, etc.) ? En ce qui concerne les commerçants, nous avons fait nos achats sans problème de Gilets jaunes à Saintes et autres, nous n'avons jamais vu de journalistes ?

Mr et Mme [Nom Prénom]

[Signature]

3. Manuscrit, 83 lignes, 606 mots (couple)

Monsieur le Président,

1^{ère} doléance : le respect

Respect que nous vous devons incontestablement,

Respect que toute la gent politique doit à tous les Français et autres, qu'ils soient riches, instruits, cancrs, hères et pauvres diables et Gilets jaunes... Certains députés, conseillers, etc. ont des propos, des qualificatifs qui ne font qu'accroître la colère du peuple et à mobiliser un peu plus le mouvement des Gilets jaunes que je soutiens.

2/ Le pouvoir d'achat, les services publics, l'écologie. Vous savez si facilement diminué les retraites avec la CSG. Je pense qu'au nom de la même solidarité, tous les membres du gouvernement ont sérieusement diminué leurs salaires et indemnités (premiers pas de la baisse des charges publiques). Certains députés trop cher payés ; ils ne connaissent même pas la valeur du SMIC (que font-ils dans leur circonscription ?). D'autres de dire : « Vous avez des services publics et vous ne voulez pas payer d'impôts ». Alors, là aussi, ils ne connaissent rien du monde rural et nous posons la question : « Où passent nos impôts ? ».

Puisque le monde rural, c'est :

- la suppression de la Poste, la maternité, des impôts, des écoles, etc.,
- dans les hôpitaux, des heures d'attente aux urgences pour obtenir enfin un lit dans un couloir malgré la bonne volonté du personnel hospitalier, fatigué,
- dans les maisons de retraite, les soins sont effectués dans l'urgence.

Après tout, les petits vieux !!!

La ruralité, c'est aussi des distances à parcourir :

- pour effectuer des démarches,
- pour aller au travail,
- pour chercher un emploi,
- pour se rendre aux convocations de pôle emploi,
- pour conduire les enfants au bus tôt le matin ou/et à l'école,
- pour se rendre chez un médecin (un spécialiste après des mois d'attente),
- pour profiter de la plage et de la forêt.

Les kilomètres s'additionnent, et le pouvoir d'achat diminue sérieusement :

- par l'achat de la voiture (le crédit),
- le carburant,
- l'assurance,
- le contrôle technique,
- l'entretien et les réparations.

À cela [*s'ajoutent*] les contrôles routiers incessants :

- les radars,
- les 80 km/h : amendes, points en moins.

Voilà le monde que toutefois j'aime. La ville n'a pas ces inconvénients. La ruralité, c'est la nature, l'écologie. Lorsqu'un habitant de la ville s'installe en campagne, il ne supporte pas le chant du coq, le croassement crapauds et grenouilles, donc procédures, diminution encore [*du*] budget.

Le réchauffement climatique : pensez-vous que les taxes vont agir sur le système solaire et la fonte des glaciers ?

Il faut calmer cette crise d'urgence ; alors :

- augmenter les SMIC, les retraites...
- diminuer les taxes pour que les entreprises soient compétitives et que le consommateur ne subisse pas encore une augmentation de son caddy.

Vous donnez des aides et pas pour tous ; cependant, nous ne voulons pas être des Français assistés.

Des lois qui n'en finissent plus. Ou va-t-on ?

En ce qui me concerne, je suis retraitée. Ma retraite a augmenté de 1.10, le pain mensuel de 2.40 (la mutuelle, les assurances, etc.). Conclusion ?

Les heures supplémentaires sans charges et sans impôts. Avez-vous pensé qu'un jeune chômeur pouvait obtenir un contrat lorsque l'entreprise avait un surplus de travail ? Ce jeune chômeur n'aura plus cette possibilité et sera pénalisé.

Des amendes pour les Gilets jaunes des ronds-points (ils ne sont pas des casseurs ceux-là). Que faites-vous pour Mr Benalla ?

Un député a dit « qu'il ne fallait se plaindre en France ». Il a raison :

Nous avons les taxes les plus importantes.

Nous avons le plus de chômeurs.

Nous avons des SDF qui meurent dans la rue.

Donc, [ne] nous plaignons pas, mais descendons dans la rue.

Mme [Nom] et Mr

[2 signatures]

—

4. Manuscrit, 7 lignes, 58 mots

Je souhaiterais que les salaires et retraites soient de nouveau indexés sur le coût de la vie.

Qu'aucune rémunération de hauts fonctionnaires ne soit supérieure à celle du président de la République.

Que les rapports de la Cour des comptes ne restent plus lettre morte mais suivis d'effets voir de mesures coercitives.

Que les votes blancs soient comptabilisés. M. [Nom, Signature]

—

5. Dactylographié collé (texte sur 2 colonnes), 55 lignes, 741 mots (homme)

Pourquoi un cahier de doléances ?

Pourquoi un cahier de doléances destiné aux communes rurales ?

Cela s'apparente tout d'abord à une démarche très spécifique à l'adresse des communes rurales. La « France d'en bas » ?

Pour recueillir l'ensemble des revendications des citoyens ? Elles ne seraient donc pas encore connues des dirigeants et élus ?

Pour donner la parole aux citoyens et libre court à leur frustration ? Ce serait un moyen de calmer l'agitation du moment ?

Pour permettre d'appréhender la valeur des rapports entre population, élus et gouvernement ? Cela pourrait forcer à ouvrir les yeux et entraîner la révision du fonctionnement de nos institutions ?

Pourquoi avoir attendu que le mécontentement se concrétise et se manifeste ainsi ? Confirmation que les méthodes de gouvernance employées sont erronées, dénuées de pédagogie et d'empathie ?

Que réclame la rue ?

En apparence, c'est un amalgame entre doléances et revendications. Ce pourrait être le résultat des politiques perpétrées de l'enfant gâté. Qui réclame toujours plus mais à qui on n'explique rien et que ne se remet jamais en cause. L'État providence englué dans sa lourdeur administrative.

Quelques pistes à étudier :

Salaires. Une durée légale de 35 heures hebdomadaires de référence, fin du temps partiel subventionné, heures supplémentaires à la discrétion employé/employeur.

Le logement. Être logé tend à devenir un droit. À penser : logement d'État à loyer adapté en fonction de la situation. Logements construits en zones économiques. Fin de l'étalement dans les campagnes. Revisiter le logement urbain.

L'organisation économique, les commerces. La concurrence politiquement conflictuelle entre centres-villes et périphéries pourrait atteindre maintenant son apogée. Mieux vaut considérer que consommateurs, grands groupes et politiques contribuent aveuglément à cette situation.

Le système social. Le préambule de la Constitution dès 1946 contribuait déjà à instaurer des régimes spéciaux et donc le principe même des privilèges. Certains transports, certains partis. Cela continue. Fin du pot commun social. Secteurs structurés et abondés séparément (chômage, arrêts de travail, couverture maladie...).

La fiscalité. Fiscalité pour tous et fin des niches fiscales. Les taxes foncières et d'habitation ne devraient pas être mises à l'index.

Train de vie de l'État. Les fonctions régaliennes demandent un support continu et accru. Bien des institutions et autres ministères pourraient être revus à la baisse, voire supprimés.

Un sujet de mécontentement majeur : les déplacements.

En zone rurale ou dite « d'habitat dispersé », la dépendance à la voiture individuelle est un fait indéniable et qui conditionne inévitablement l'organisation socio-économique.

Et pourtant il avait bien été question d'appréhender cette évolution lors de la création des SCoT (Schémas de Cohérence Territoriale).

« Chacun d'entre nous façonne son espace de vie. Nos activités et trajets quotidiens (travail, école, commerces, loisirs, services...) dessinent un territoire où différents usages se côtoient : salariés, agriculteurs, entrepreneurs, élus, associations, établissements publics, usagers, touristes, etc. On constate aujourd'hui que la recherche d'un cadre de vie, mais aussi la pression foncière, ou encore les possibilités offertes par l'essor de l'automobile... ont poussé les habitants à s'installer dans des espaces périurbains et ruraux.

entraînant des déséquilibres entre lieux d'emplois, d'habitat, de services, de loisirs... Comment ces fonctions se mettent-elles en place ? Aujourd'hui ? Demain ? Quels sont leurs impacts. Leurs relations ? Quels enjeux entre ville et campagne ? Pour quelles perspectives de développement ?

Comment maintenant inverser la situation ou la rendre plus « verte » ?

Fonctionnement des institutions

Nous sommes passés d'un pays avec ses frontières, d'un État bien structuré, bien découpé avec ses départements, ses préfectures, sous-préfectures, districts, cantons et mairies qui conféraient l'esprit d'appartenance à une nation. On a décentralisé, puis recentré vers les (grandes) régions. On regroupe les mairies, on parle de supprimer les départements. En même temps, les populations se sont déplacées. Et tout le système socio-économique.

Le fonctionnement même de l'Europe contribue à cette perte de référence sociétale en supprimant notamment les frontières et régentant nos lois et les normes.

L'évolution de la société en zone rurale

Les offices religieux du dimanche, les fêtes foraines ou autres événements sociaux ne rassemblent plus les habitants.

D'ailleurs on n'a plus besoin de se rencontrer, les téléphones portables assurent la communication et le lien entre personnes. Mais tout devient virtuel. Le village est devenu rurbain par l'accroissement du déplacement des populations entraînant une mixité de fait. L'arrivée de populations immigrées risque d'accentuer ces mutations.

Rétablir le dialogue à partir de nos mairies semble indispensable pour reconsolider la société. Les appartenances politiques ont vécu.

[Prénom Nom, signature]

[FIN]